

Le Chef
du
Département Politique
fédéral

*Entretien avec M. McKittrick, ancien Président
de la Banque des règlements internationaux,
le 28 mai 1947.*

M. McKittrick est en Suisse pour quelque temps. Il assistera à l'Assemblée de la Chambre de commerce internationale, qui s'ouvrira au début de juin à Montreux. Il m'a entretenu longuement de l'activité de la Banque internationale pour la reconstruction, dont il a vu les trois chefs récemment. Ces derniers se sentent isolés en face de tous les pays débiteurs membres de la Banque. Plus pour des raisons politiques et morales que financières, ils voudraient se sentir soutenus dans leurs efforts par les autres pays créditeurs, en particulier la Suisse et la Suède, peut-être aussi la République Argentine.

J'ai indiqué sommairement à M. McKittrick les raisons pour lesquelles une adhésion de notre part ne serait pas possible aujourd'hui, malgré le désir que nous avons que les efforts poursuivis par la Banque soient couronnés de succès. M. McKittrick pense que les raisons qui s'opposent à une adhésion de la Suisse sont fondées, mais il envisage qu'une solution pourrait être trouvée qui assurerait à la Banque la collaboration de la Suisse comme de la Suède en tenant compte de la situation particulière dans laquelle se trouvent ces deux pays. Au cours de la discussion, j'ai fait valoir, non seulement la différence dans les chiffres de population, mais aussi le fait que la Suisse ne dispose pas de richesses naturelles comme les Etats-



Unis, et que ses ressources reposent exclusivement sur le travail de ses habitants.

M. McKittrick serait heureux de s'entretenir du problème d'une façon tout à fait privée et officieuse avec les personnalités suisses qui s'y intéressent. Il s'en est déjà entretenu ce matin avec M. Paul Keller, Président du Directoire de la Banque Nationale.

J'envisage qu'un entretien, auquel pourraient participer MM. les Ministres Stucki et Hotz, MM. Keller et Rossy de la Banque Nationale, M. Homberger et éventuellement d'autres personnalités, pourrait avoir lieu dans le courant de la semaine prochaine.

M. McKittrick a précisé qu'il n'était pas chargé d'une mission quelconque, ni par le Gouvernement des Etats-Unis, ni par la direction de la Banque internationale.

L. Sp.